

La betterave découvre le marché

Le sucre suisse entame une nouvelle vie sans protection. La Confédération retire graduellement son soutien à un secteur soumis désormais aux lois du commerce international.

Les tracteurs font la file à l'entrée de la sucrerie d'Aarberg. La saison de la récolte, la «campagne», bat son plein. En trois mois, il faut ramasser toutes les betteraves du pays - en gros un million et demi de tonnes - les acheminer, ici ou à Frauenfeld dans le canton de Turgovie, et les transformer en sucre, mélasse ou fourrage pour le reste de l'année. Sous le brouillard, la ronde des moteurs s'intensifie. Les paysans vident leurs charge-ments et repartent avec les pulpes pres-sées, bonnes pour le bétail. Les betteraves passent à la douche, puis sont pesées et analysées. La teneur en sucre et le poids décident du prix payé aux producteurs. Des jets d'eau propulsent ensuite les bet-teraves dans un bassin de lavage en circuit fermé où l'on récupère la terre qui leur colle à la peau. Une filiale, Ricoter SA fondée en 1981, recycle 70 000 tonnes de boue et autres résidus par an, au lieu de les disperser dans les champs comme par le passé.

Captive d'un dispositif totalement robotisé, surveillée par des employés invisibles terrés devant les ordinateurs, une partie des racines part immédiate-

ment vers les chaînes de production alors qu'une autre est entreposée de manière à échelonner le traitement sur plusieurs mois après la fin de la campagne. Avant d'extraire le sucre à coup d'eau chaude, il faut découper en lamelles les gros bulbes charnus. Lait de chaux et gaz carbonique purifient un peu plus le jus exprimé. Par évaporation, on obtient un sirop très sucré. Sous vide, il se déshydrate au point de devenir une masse riche en cristaux de sucre. A 1 400 tours la minute, les centri-fuges chassent le liquide restant. Puis l'amas est dissous, filtré et cristallisé une deuxième fois. Les cuves, hautes de trente mètres, libèrent enfin l'or blanc, immaculé et parfait. Deux cents tonnes annuelles d'or blanc remplissent trois silos démesurés. Selon les besoins, à la demande, en flux tendu, le sucre part, en vrac ou emballé, sur pneu ou sur rail, vers sa destination finale: la tisane d'une grand-mère, l'atelier d'un chocolatier, voire la cuisine d'un pâtissier. Les Suisses en consomment 30 kg par personne chaque année.

(md) Suite de l'article à la page 5

Sommaire

Malgré ses lacunes, le PSS et les syndicats ne lanceront pas un référendum contre la 5ème révision de l'AI.

page 2

L'obésité devient une urgence sanitaire. Cependant on discute toujours du meilleur traitement à prescrire.

page 4

Les Editions d'En bas fêtent trente ans de livres. Une entreprise critique et libertaire.

page 6

L'école vit des heures difficiles entre l'épuisement de sa mission et la violence qui l'ébranle.

page 7

Suite et fin du voyage au fil de la Sarine.

page 8

L'UDC et les autres

Le temps est venu d'ériger un cordon sanitaire autour de ce parti. Mais surtout les autres formations doivent ficeler des compromis constructifs, apporter des solutions aux problèmes qui préoccupent la population, occuper le terrain politique qu'elles abandonnent trop souvent aux nationalistes.

Edito page 3

Le référendum impossible

La 5e révision de l'AI, façonnée par le Parlement, mériterait le vote populaire. Cependant les principales organisations des handicapés hésitent à lancer une campagne référendaire. Dans ces conditions, on comprend les réticences des socialistes et des syndicats à engager le combat.

La 5ème révision de l'assurance invalidité mériterait le référendum. Aucun des problèmes majeurs de l'AI n'a été ne serait-ce qu'abordé. Pas question, par exemple, d'impliquer davantage les patrons dans la prévention des cas d'invalidité et dans la réintégration des personnes handicapées toujours susceptibles d'exercer une activité rémunérée à temps partiel, par exemple en encourageant les entreprises à prévoir plus de places de travail spécifiques pour ces salariés (voir DP n° 1682). Pourtant, la révision législative avait fait son étendard de l'adage (déjà en vigueur) «la réinsertion avant la rente». Et la question brûlante du financement - vu les sept milliards et plus de dettes de l'AI et son déficit annuel dépassant le milliard et demi - a été remise à plus tard, la majorité bourgeoise faisant de l'assainissement de l'assurance sociale le préalable à son refinancement. La révision ne comporte donc presque que des coupes, pas énormes, certes, mais suffisamment douloureuses

pour devoir être combattues, à plus forte raison en l'absence de contrepartie.

Lancer ou soutenir

Mais la question du lancement du référendum est épineuse. Déjà après l'adoption par les Chambres fédérales de la loi sur les étrangers, plusieurs grandes associations opposées au texte et capables d'assumer seuls un référendum (PS, syndicats) avaient renoncé à le *lancer*, et ne l'avaient que *soutenu*. La nuance peut paraître infime, mais elle a son importance. Lancer le référendum, c'est, pour une grande organisation, assumer la récolte des signatures et, bien souvent, le financement de la campagne de votation - il faut ainsi compter au bas mot un demi-million de francs. Soutenir, c'est simplement apporter son concours à une campagne que d'autres organisent. Des organisations plus modestes peuvent en revanche recourir plus facilement à l'arme des droits populaires. Pour une organisation qui ne pré-

tend pas être capable de lancer seule un référendum ou qui n'est pas considérée comme en ayant la force, échouer n'est pas signe de faiblesse, mais permet tout de même de se profiler à bon compte.

Seules deux petites organisations de personnes handicapées, une vaudoise, une zurichoise, ont décidé de lancer le référendum contre la 5ème révision de la loi sur l'AI. Actives, mais marginales, elles n'ont pas les moyens d'assumer seules une campagne référendaire. Et le soutien de l'extrême-gauche, d'autant plus probable qu'elle y verra une occasion d'entonner son habituel couplet contre PS et syndicats, n'empêchera probablement pas un échec dès la récolte des signatures. Les grandes organisations des handicapés, par exemple Pro infirmis, sont quant à elles sceptiques et divisées. Leurs directions centrales refusent tout simplement de lancer ou de soutenir un référendum, tétanisées par les incessantes campagnes contre les «faux invalides», entretenues surtout en Suisse alémanique. Et si leur base semble être plus encline recourir aux droits populaires, il est loin d'être sûr que des sections cantonales importantes puissent être entraînées dans l'aventure. Pour les syndicats, en récolte de signature presque permanente depuis plusieurs mois (référendum contre le travail du dimanche, initiative pour la retraite anticipée, référendum contre les lois sur l'asile et les étrangers), lancer le référendum dans ces conditions signifie donc assumer seul récolte et probablement campagne, en s'exposant sans le soutien des principales organisations concernées, alors qu'elles seules auraient la crédibilité pour sortir le débat d'un schéma gauche-droite, dont on peut légitimement penser qu'il condamnerait le référendum à un échec cuisant en votation. Même constat au PS, qui prévoit de lancer prochainement le référendum contre la réforme de l'imposition des entreprises et une initiative contre la concurrence fiscale intercantonale.

jcs

Nouveau soutien aux importations parallèles

La révision de la loi sur les brevets, que le Conseil fédéral a déposée devant les Chambres fédérales (voir DP n° 1700), ne touche pas à l'interdiction des importations parallèles. Le gouvernement s'est plié à l'argumentation d'*economiesuisse* dictée par l'industrie pharmaceutique. Un produit protégé par une licence pourra continuer d'être vendu plus cher en Suisse qu'à l'étranger. Mais la messe n'est pas dite. Aux consommateurs et aux paysans qui réclament de desserrer la rigueur de la loi sur les brevets viennent maintenant s'ajouter les représentants des PME. Le comité de l'USAM (Union suisse des arts et métiers) vient officiellement de se distancer de sa grande sœur patronale. Il sera instructif de savoir si le lobby pharmaceutique saura faire face à cette coalition qui ne réunit pas que des poids plumes.

at

Quelle justice pénale pour demain?

Les travaux sur le projet de réforme de la procédure pénale vont bon train. Le Conseil des Etats examinera le texte lors de la session d'hiver.

Les juges d'instruction ne sont désormais plus en sursis (cf. *DP* n° 1675): ils ont presque la tête sur l'échafaud. La Commission juridique du Conseil des Etats vient d'approuver à l'unanimité le projet d'unification de la procédure pénale présenté par le Conseil fédéral en n'y apportant que quelques retouches. Conséquence: le modèle du «ministère public», où le procureur joue à la fois le directeur d'enquête et l'accusateur public, s'imposera certainement à l'ensemble du pays dès 2010, date d'entrée en vigueur du code de procédure unifié. Les cantons romands ne sauveront pas leurs juges d'instruction.

Quelques-uns des 450 articles du code suisse appelé à remplacer les 27 procédures qui coexistent actuellement vont modifier de fond en comble certaines habi-

tudes cantonales. Ainsi, un avocat pourra être présent dès la première audition de son client par la police. Tout le monde ne sera toutefois pas logé à la même enseigne: un défenseur d'office ne sera désigné qu'au bout de trois jours de détention pour ceux qui n'auront pas les moyens de faire appel immédiatement à un homme de loi. Autre innovation: sur le modèle américain, procureur et prévenu pourront passer des accords lorsqu'ils s'entendent sur la culpabilité et sur la quotité de la peine. Parfois au détriment de la recherche de la vérité. Parmi les rares amendements de la commission figure la suppression de la médiation pénale, solution pourtant intéressante pour résoudre les petits conflits qui engorgent la machine judiciaire. Mais sa mise en place n'est pas gratuite.

Il est regrettable que cet objet soit traité comme une affaire réservée aux avocats et aux magistrats. Les débats au Conseil des Etats lors de la session d'hiver seront peut-être l'occasion d'enfin intéresser le public à ce débat. L'affaire d'Outreau l'avait rappelé à nos voisins: l'humanité de la société se mesure aussi à la manière dont nous traitons ceux qui sont soupçonnés d'avoir enfreint la loi. *ad*

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jacques Guyaz (jg)

Rédaction:
Marco Danesi (md)

Ont collaboré aussi à ce numéro:
Jean-Daniel Delley (jd)
Alex Dépraz (ad)
Gérard Escher (ge)
André Gavillet (ag)
Daniel Marco (dm)
Jean-Christophe Schwaab (jcs)
Albert Tille (at)

Responsable administrative:
Anne Caldelari

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, cp 5863,
1002 Lausanne
Téléphone: 021 312 69 10

E-mail:
redaction@domainepublic.ch
administration@domainepublic.ch

www.domainepublic.ch

www.domainepublic.ch

Retrouvez les articles de *DP* enrichis de documents et de références sur notre site Internet.

Edito

Isoler l'UDC

Lors des récentes élections communales en Belgique, la progression inquiétante du «Vlaams Belang» a connu un coup d'arrêt dans certaines villes, particulièrement à Anvers, fief des nationalistes xénophobes. La recette? Les magistrats locaux se sont refusés à croiser le fer avec le «Vlaams Belang», privilégiant le contact direct et continu avec la population et des réalisations concrètes tels qu'investissements et travaux d'embellissement, visibles par la population.

En Suisse, gouvernement et parlement œuvrent certes sur un terrain moins immédiatement concret. Et pourtant l'exemple belge pourrait inspirer les partis. La difficulté des formations politiques helvétiques et de leurs élus à se mettre d'accord empêche l'émergence de solutions à des problèmes tels que le financement durable des assurances sociales, la maîtrise des coûts de la santé ou encore l'immigration, pour ne prendre que ces exemples.

Ces blocages irritent la population quand ils ne favorisent pas son désintérêt pour la politique. L'UDC est la seule formation qui tire son épingle de ce jeu stérile, dénigrant systématiquement ses adversaires et engrangeant les dividendes d'un mécontentement que par ailleurs elle attise habilement.

On peut dénoncer l'arrogance et le mépris d'un parti qui use et abuse de slogans réducteurs, qui manipule les chiffres sans vergogne, et stigmatise tour à tour l'étranger, le chômeur, le musulman, coupables de tous les maux du pays. On peut s'indigner des incessantes provocations de l'un de ses représentants au Conseil fédéral, incapable de jouer la partition de la collégialité. On peut regretter l'affaiblissement d'une culture politique faite de tolérance et de respect de l'adversaire.

Mais toutes ces dénonciations ne suffiront pas. Seule la preuve par l'acte peut faire pièce au discours démagogique de l'UDC. Le temps est venu d'ériger un cordon sanitaire autour de ce parti, de lui refuser tout appui même occasionnel, comme n'ont pas su le faire les socialistes à propos de la réforme de l'armée et radicaux et démocrates-chrétiens au sujet de l'asile. Mais surtout ces formations ont à apporter la preuve qu'elles sont capables de ficeler des compromis constructifs, d'apporter des solutions aux problèmes qui préoccupent la population, bref d'occuper le terrain politique qu'elles abandonnent trop souvent aux vaticinations des nationalistes. Il leur reste une année pour convaincre, faute de quoi les prochaines élections fédérales se réduiront à un vain rituel et la pratique démocratique continuera à se dégrader. *jd*

L'avenir de l'obésité

Près de deux tiers des Américains sont en surpoids ou obèses, avec tendance à la hausse. En Chine, les «transitions nutritionnelles» ont produit en vingt ans 200 millions d'obèses. Bien que l'espérance de vie soit la plus longue de toute l'histoire de l'humanité, bien que en une génération la mortalité cardio-vasculaire ait baissé sérieusement dans les pays riches, nous sommes au-devant d'une catastrophe sanitaire. Et les risques associés au surpoids dégagent un large consensus.

Dans l'inconscient collectif, le surpoids est un problème de style de vie: trop de frites, pas assez de pommes, pas assez de vélo, trop de télé. L'obésité apparaît comme un état réversible dépendant de la volonté de chacun. Cela fait le bonheur des magazines. Les produits régime constituent un marché annuel

de 35 milliards de dollars rien qu'aux Etats-Unis. Pourtant les approches basées sur la volonté individuelle semblent relativement inefficaces; mais il y a aussi peu de données et de recherches à ce sujet. Les approches politiques de médecine préventive semblent plus prometteuses: exigence d'un étiquetage clair des produits, contrôle de la qualité de la nourriture dans les cafétérias subventionnées (surtout scolaires) etc. Le type d'habitat - dense, où l'épicerie n'est pas trop loin de la maison, dispersé, où marcher est un luxe - corrèle par exemple mieux avec l'obésité que la situation socio-économique ou même l'âge!

Cette approche préventive basée sur le «style de vie» ne fait pourtant pas le bonheur de l'industrie pharmaceutique. Il serait beaucoup plus intéressant de transformer l'obésité en maladie. On pourrait la

traiter rationnellement avec des médicaments.

Au cours des vingt dernières années, des études épidémiologiques ont montré que les cinq facteurs, hypertension, hyperglycémie, taux élevés d'acides gras, taux bas de cholestérol HDL (le bon) et l'obésité, ont tendance à se retrouver associés. Cette association a reçu le nom de syndrome métabolique. 75 millions d'Américains en souffrent déjà. On ne peut pas en mourir, certes, mais on meurt de ces conséquences: le diabète et les maladies cardio-vasculaires. Est-ce une affection réelle, comme le pensent l'industrie pharmaceutique et l'Organisation mondiale de la santé? Est-ce une fiction utile, comme le pensent les associations contre le diabète en Europe et aux USA? Ces dernières estiment qu'attribuer un syndrome métabolique à un pa-

tient obèse est une manière de traiter par médicament ce pour quoi on a déjà une solution, à savoir l'exercice physique et une alimentation saine.

Sanofi-Synthelabo vient d'introduire sur le marché européen le Rimonabant, basé sur l'observation que le cannabis stimule l'appétit. Pourquoi un anti-cannabis n'aurait-il pas les vertus inverses? Le Rimonabant est en effet un antagoniste du récepteur cannabinoïde (CB1), et «permettrait de diminuer la consommation de graisses et de sucres chez l'animal et chez l'homme». Il semble bien placé pour combattre le syndrome métabolique. L'ère «post-régimes» est-elle arrivée? L'avenir de l'obésité, est-ce les médicaments? *ge*

*Wired 14:10, octobre 2006. «F as in Fat», www.healthyamericans.org
Le syndrome métabolique, mai 2006, www.diabetesvoice.org*

Paysans

Dommmages collatéraux des subventions agricoles

Un tiers des subventions au marché du lait va dans la poche des industriels. La Confédération débourse chaque année 470 millions destinés aux agriculteurs pour produire du lait propre à la fabrication de fromage, pour faciliter la vente du beurre ou de poudre de lait. Mais, selon les estimations du *Tages Anzeiger*, 160 millions ne leur sont pas distribués. Les transformateurs font pression sur les prix payés aux paysans pour garantir leurs propres marges. Cette constatation rejoint les propos du directeur de l'Office fédéral de l'agriculture (cf. DP n° 1702). Les intermédiaires, industriels et distributeurs, ont des marges nettement plus

importantes que celles en vigueur dans le reste de l'Europe. Ils sont massivement responsables des prix élevés que les consommateurs paient pour leur nourriture. Emmi s'octroie 73 millions de subventions fédérales et Cremo 57 millions. Héritières d'un système étroitement protégé, ces entreprises n'ont pas une rentabilité capable de faire face à la concurrence. Le maintien des subsides fédéraux freine leur rationalisation. Nestlé, dans la foulée, profite aussi du système, mais à hauteur de 5 millions seulement.

Les dommages collatéraux des subventions agricoles ont quelque chose de choquant. La logique voudrait que l'on

coupe sans attendre la distribution de l'argent qui se verse dans les fausses caisses. Mais la disparition brutale des subventions se ferait très probablement au détriment des agriculteurs. La sortie d'un marché réglementé n'est pas chose aisée. Agriculture 2011 projette une forte réduction des subsides pour soutenir le marché sans les supprimer totalement pour la production laitière. Le marché du fromage sera entièrement libéralisé avec l'Union européenne. Pour faire face à cette concurrence, Berne prévoit de maintenir un soutien à la production de lait fromager. Qui n'ira pas intégralement dans la poche des paysans. *at*

La betterave découvre le marché

Or la réforme de la politique agricole (PA 2011), sans parler des accords de l'OMC et des Bilatérales II conclues avec l'Union européenne, risquent d'enrayer cette belle mécanique. L'interprofession s'émue de la libéralisation en marche. Elle publie ces jours un appel à l'aide dans la presse nationale. La réduction du soutien de la Confédération et la baisse probable des prix sur le marché menacent sept mille familles qui vivent de la betterave - elles étaient dix mille en 1965 - dont le plus grand nombre se concentre dans les cantons de Berne, Zurich, Vaud et Thurgovie - ainsi que les centaines d'emplois dans le secteur - 300 rien qu'Aarberg et à Frauenfeld. L'approvisionnement pourrait rapidement faire défaut et laisser un goût amer dans la bouche des commerçants et de l'industrie alimentaire, privés de sucre indigène de qualité. Et même si actuellement on gagne encore de l'argent, les sucriers redoutent l'avenir et proclament même la fin prochaine d'un morceau de Suisse et, par conséquent, de leur monopole, certes tout relatif car les importations couvrent déjà la moitié des besoins du pays qui n'exporte pas un seul gramme de sucre. Et celles-ci pourraient en un tour de main remplacer à moindres frais la douceur autochtone défaillante. Une miniature comparée aux 150 millions de tonnes planétaires confectonnées par l'Asie et l'Amérique du sud (50 millions chacune), suivies par l'Europe (24 millions), loin devant l'Afrique (10 millions) et l'Océanie (5 millions).

D'ailleurs le monde en redemande. La croissance économique des géants asiatiques - Chine en tête - stimule l'envie de sucre. Le bien-être prescrit chocolat et friandises. Signe gourmand de la réussite, il consacre l'essor d'une vie meilleure. Tout le contraire des conditions de travail dans les pays leaders de la branche, tels que le Brésil ou l'Inde, qui préfèrent automatiser et intensifier la production au lieu de respecter les critères du développement durable socialement responsable. Dérive dénoncée par les ONG qui déplorent au passage l'échec patent du démantèlement, encore embryonnaire, des régimes protectionnistes qui n'a profité en rien aux pays

du Sud toujours empêchés d'écouler leurs stocks sur les marchés du Nord.

Libre circulation

Avant la dégringolade annoncée, en raison d'une certaine pénurie, les prix à la bourse du sucre ont augmenté ces dernières semaines. Mais à moyen terme on craint une baisse catastrophique. Depuis la levée des barrières douanières l'an passé, le sucre va-et-vient en Suisse sans restriction, ravivant la compétition et la concurrence avec l'étranger. De plus, les distributeurs allemands partent à l'assaut des ménages suisses à coup de promotions et d'offres alléchantes, immédiatement relayés par les détaillants historiques - Migros, Coop et Denner - ébranlant les prix des denrées, y compris le sucre. Berne, à son tour, renonce aux quotas de production, dont la répartition a été confiée à l'interprofession non sans quelques mauvaises humeurs, et réduit les compensations versées

aux agriculteurs, résiliant le mandat de prestations négocié avec les sucreries d'Aarberg et de Frauenfeld. Voilà pourquoi, selon les producteurs, d'ici 2009, malgré les économies entreprises, la betterave ne vaudra plus que 68 francs la tonne au lieu des 103 francs payés cette année et le sucre tombera à six cents francs la tonne alors qu'il se vend aujourd'hui à près de mille. Pour éviter que les clients des deux raffineries se tournent vers l'étranger et que les fermes disparaissent les unes après les autres, il faut que la Confédération poursuive son effort et n'abandonne pas à son sort le sucre du terroir. A l'image de l'UE qui va continuer, malgré les réprimandes de l'OMC, d'aider paysans et transformateurs en proie aux diminutions de revenu. Car, sans protection aux frontières et sans soutien public, le sucre suisse n'est pas rentable, à l'image du lait, l'autre or blanc (cf. page ci-contre), qui découvre également le marché et ses tourments. *md*

Histoires de sucre et d'usines

Le 23 octobre 1899, Aarberg connaît sa première campagne. En 51 jours, l'usine sortie de terre une année auparavant transforme plus de 12 000 tonnes de betteraves. Les premiers temps sont durs. Une faillite et un incendie plus tard, la fabrique renaît de ses cendres en 1913. La Première Guerre mondiale, tout comme la Deuxième, oblige la Confédération à fixer les prix et à assurer les stocks. Une fois la paix revenue, l'Etat favorise l'essor de la culture de la betterave. Pour ce faire, il introduit des taxes douanières afin de réduire l'importation de sucre étranger. A la suite du rejet populaire d'une loi réglant la branche au sortir de la guerre, la Confédération supprime le contrôle des prix. Une dizaine d'années plus tard, un arrêté fédéral, accepté par le peuple en 1970, comble néanmoins le vide juridique dans lequel flotte l'économie sucrière. Ensuite, à intervalles réguliers, de nouveaux arrêtés, puis des mandats de prestations, adaptent contingents et prix à l'évolution du marché. En même temps, Berne continue de soutenir la croissance de la production de betteraves, qui dépasse le million de tonnes en 1996. Et à partir de 1963, une deuxième fabrique à Frauenfeld produit à son tour du sucre indigène. Les deux usines fusionnent finalement en 1997, alors que les accords négociés à l'OMC affaiblissent la protection aux frontières. Dès le début du XXI^e siècle, la Confédération retire graduellement son aide poussant les betteraviers et les sucreries définitivement dans les bras du marché international.

Critique et libertaire, l'apport des Editions d'En bas

Les Editions d'En bas ont trente ans (1976-2006). Bel anniversaire, quand on connaît les difficultés de l'édition en Suisse romande, les tirages modestes, les ventes parfois limitées à quelques centaines d'exemplaires. Bel anniversaire quand on parcourt le catalogue chronologique de plusieurs centaines de titres, douze par années. Les éditeurs s'offrent et nous offrent en cadeau un ouvrage consacré à leur entreprise: *1976-2006. Luttas au pied de la lettre*.

Sans archive

En 1976, Michel Glardon crée les Editions d'En bas, bien avant qu'un ministre français ne galvaude la formule prétendant parler au nom de la France d'en bas pour mieux gouverner au profit de la France d'en haut. La Suisse vit une des plus fortes crises économiques de son histoire d'après-guerre. Non seulement le chômage augmente dans des proportions jusqu'ici inconnues, mais surtout la Suisse fait jouer à fond l'inique statut de saisonnier: tout travailleur immigré renvoyé dans son pays est un chômeur en moins!

Dans ces circonstances difficiles, Michel Glardon lance son entreprise éditoriale. Comment? avec qui? qui faisait quoi? Pour y répondre, pas de procès-verbal, pas d'archives. Les souvenirs des premiers compagnons sont lacunaires. Aussi on ne trouvera pas dans l'ouvrage anniversaire une histoire complète, documentée, personnalisée, des éditions. Très vite, les repérages essentiels sont donnés par les livres édités. En 1976, *L'assistance des pauvres au Moyen-Age dans le Pays de Vaud*, réédition de la thèse (1926) de Alice Briod et, en 1977, *L'Enquête sur le paupérisme en 1840 dans le canton de Vaud* révèlent l'intention première et fondamentale de «rendre leur mémoire» à ceux qui en ont été privés, les «sans histoire». Et, du même élan, donner un support à ceux qui peuvent prendre la parole au présent, *La Redresse* d'Arthur Honegger, traduit de l'allemand par Gilbert Musy.

L'histoire archivée des éditions commence donc au moment où la spontanéité, le bénévolat, doit se professionnaliser partiellement (choix des manuscrits, relecture, expédition, comptabilité), et jouer avec l'évolution si rapide dans les années huitante du matériel de composition, rendant possible un travail à la fois artisanal et de qualité professionnelle.

Michel Glardon seul aurait pu écrire l'histoire de son entreprise. Trop plongé dans l'action et trop collectif pour s'y arrêter. Il est décédé en 2003. Ses amis et continuateurs, fidèles à ce qu'il a été, n'ont pas voulu lui consacrer un hommage exclusivement personnalisé. Mais le livre anniversaire est tout imprégné de sa présence.

Ceux d'en bas

Le parti pris des sujets choisis (prisons, prostitution, drogue) pourrait attirer cette critique que la société est l'objet d'une lecture semblable à celle qu'en a fait Victor Hugo dans *Les Misérables*. Il y aurait ainsi une vision misérabiliste de la société. L'évolution réelle (économique, sociale) se jouerait sur d'autres scènes que celles que révèlent ceux qu'on désigne comme des marginaux.

Les Editions d'En bas répondent à cette critique fondamentale par la place qu'elles ont faite à l'histoire. Toute société pour son fonctionnement a besoin de développer une idéologie de

l'autorité. Le propre de cette idéologie est de légitimer le rejet (en marge) de ceux qui ne s'y soumettent pas. L'illusion que la société contemporaine cherche à créer est celle d'un dépassement de l'autoritarisme d'autrefois. Le bain a été aboli. Mais pas les prisons (surpeuplées), ni les pauvres (pour parler à la Victor Hugo).

La procédure pour l'examen des demandes des requérants d'asile a inventé la formule «non entrée en matière». Elle désigne désormais des êtres vivants. Il y a des Nems. Mais il n'y a pas des Nems qu'aux postes frontières. Il y a aussi des concitoyens Nems. Et des concitoyennes si l'on se réfère aux inégalités liées à la condition féminine.

En tant que phénomène social, les marginaux ne sont pas en marge de l'histoire. Ils sont les rejets du fonctionnement de l'Autorité. Leur donner la parole ou parler d'eux, ce n'est pas simplement faire du social, c'est exercer une critique d'inspiration libertaire. En trente ans, les Editions d'En bas ont tenu ce rôle. ag

Des artistes fâchés

Une révision de la loi sur les droits d'auteur est en cours afin de rendre notre droit conforme aux deux traités de l'OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle) datant de 1996. La Suisse est un des derniers pays développés qui adapte sa législation. Cette lenteur du parlement a au moins l'avantage de prendre en compte les œuvres et les reproductions numériques, encore marginales il y a deux lustres.

Un groupe d'artistes, surtout alémaniques, regroupés sous l'appellation *kunstfreiheit.ch* s'oppose à cette ratification et a envoyé une lettre ouverte au conseiller fédéral Christoph Blocher signé par plus de 400 personnes. Leur opposition est née de l'interdiction de copier des œuvres existantes pour en créer de nouvelles. Ces artistes font référence aux détournements opérés par Andy Warhol, aux collages du mouvement Dada né dans le cabaret Voltaire à Zurich ou aux «remix» opérés par les musiciens de la mouvance hip hop. La lettre rappelle que la nouvelle loi fait dépendre la copie des ayants droit. Les auteurs de la lettre en déduisent que la liberté artistique est sérieusement compromise et que les intérêts commerciaux sont privilégiés.

Ces préoccupations nous laissent un peu perplexe. Lorsque Marcel Duchamp met des moustaches à la Joconde, il n'y a bien sûr rien à craindre des ayants droit de Leonardo. Et l'utilisation de personnages de Walt Disney par les nouveaux réalistes dans les années septante n'a pas donné lieu à des plaintes de l'entreprise éponyme. A supposer que des artistes contemporains recyclent une œuvre d'art encore soumise au droit d'auteur et que les ayants droit s'en plaignent, la bataille juridique promet d'être longue et tortueuse et l'artiste mis en cause en retirera à tout le moins une belle publicité. Les dispositions de la loi sur le droit d'auteur ne nous semblent pas particulièrement liberticides, mais le fait qu'elle soit élaborée dans le département de Christoph Blocher constitue peut-être un chiffon rouge aux yeux de nombreux créateurs. jg

Ecole, le salut viendra de l'extérieur

Une bonne formation et des titres d'études n'assurent plus la promotion sociale rêvée. Individualisme et compétition en ont pris la place et plongé le monde dans la violence.

L'école subit les convulsions de la fin du Miracle helvétique (1937-1987). La longue crise économique et sociale des années 80 et 90 a fait craquer la société de concorde, version helvétique du keynésianisme. De nos jours, la concurrence devient le mode social de régulation marginalisant la négociation et, ceci appelant cela, les cycles économiques croissance-récession, de plus en plus rapprochés, deviennent la règle.

Hier, pendant le Miracle, de nombreux amortisseurs de crise agissaient. Aujourd'hui ils sont mis progressivement de côté par de nouvelles alliances politiques faisant la part belle à l'UDC blo-

chérienne. Toutes les activités de la société sont atteintes. Dans la sphère du travail, la rivalité salariale s'exacerbe sur fond de pressions patronales, malgré les résistances syndicales. Le logement social n'est plus destiné à des catégories de salariés qui espéraient une vie meilleure. Chaque cycle de récession produit des laissés-pour-compte de longue durée qu'il faut loger.

La connaissance, qui était considérée comme un moyen pour grimper dans l'échelle sociale, est aussi débarquée. La gauche, social-démocrate ou extrême, ne s'y était pas trompée, soutenant à fond l'école publique et les réformes successives qu'elle déclenchait, car elle per-

mettait ainsi à ses enfants de prendre l'ascenseur social.

Maintenant, la concurrence sans cesse accrue et, son pendant, un individualisme teinté de cynisme, mettent au placard une bonne formation.

Malgré les replâtrages nostalgiques massifs et toujours repris qui visent soit à camoufler l'ébranlement de la Maison Suisse, soit à prêcher les qualités passées de l'ancien modèle, de moins en moins de citoyens croient au retour de l'Etat providence et de l'école comme lieu de promotion sociale.

Keynes et Piaget sont morts depuis longtemps. Non sans avoir annoncé la débâcle. Pour Keynes, l'économie-casino de-

vient l'économie mondiale. Pour Piaget, l'accommodation l'emporte sur l'adaptation.

Une vague de désinhibition et de violence sans précédent ébranle notre monde. Partout dans la culture contemporaine se déroule un combat étonnant entre les impulsions qui apprivoisent cette nouvelle donne et celles qui la bestialisent comme par exemple dans la TV réalité style *Koh Lanta*.

L'école n'échappe pas à ce phénomène. En Europe, après les Etats-Unis, les enseignants commencent à mettre en place des systèmes de protection vis-à-vis des élèves. Mais le tout sécuritaire, c'est l'échec. On ne peut pas envoyer les forces de l'ordre contre un fait de société.

Les policiers armés en faction, les caméras cachées ou pas, l'uniforme en classe, le rappel à l'ordre des parents ou le retour des notes, toutes ces mesures ne font pas une politique de l'instruction publique. L'angélisme non plus d'ailleurs quand il excuse, voire nie les incivilités et les violences, ou les condamne du bout des lèvres lorsqu'elles sont graves et se cachent opportunément derrière le mot réforme.

Il s'agit alors pour l'école de sortir d'elle-même et retourner ces forces négatives, si elle veut redevenir crédible. Ce n'est plus à l'intérieur de l'institution que se passe le combat principal, mais à l'extérieur, si l'on veut voir naître une structure capable de contenir la violence. *dm*

A deux sur le banc de touche

Malgré la déconvenue survenue en Autriche, la «Nati» bénéficie d'un capital de sympathie record. Un avantage certain à vingt mois de disputer une prestigieuse compétition, l'Eurofoot, dans son propre pays. Le public aime les équipes qui gagnent: les bons résultats de l'équipe nationale sont évidemment pour beaucoup dans sa popularité. Chose rare en football: l'entraîneur échappe presque à toute critique. En l'occurrence, on pourrait presque dire «les entraîneurs», tant Jakob «Köbi» Kuhn et son adjoint Michel Pont forment un duo pratiquement indissociable. L'adjoint romand a notamment permis d'améliorer la communication au sein de l'équipe: l'esprit de famille a succédé aux clans que formaient joueurs alémaniques et romands. C'est aussi l'entraîneur genevois, consultant de longue date à la TSR, qui porte la bonne parole de Köbi auprès des médias romands. Véritable icône du football outre-Sarine depuis qu'il enchantait les spectateurs du Letzi-grund, Kuhn a aussi réussi à conquérir l'exigeant public romand.

Ce résultat doit faire pâlir d'envie quelques hommes politiques. Hans Rudolf Merz chercherait ainsi à comprendre pourquoi son impopularité en Suisse romande survit aux exercices comptables bénéficiaires de la Confédération. Mais le ministre n'envisage sans doute pas d'avoir un Michel Pont des finances fédérales à ses côtés. En effet, cette idée semble étrangère aux mœurs helvétiques, faites d'équilibres subtils entre communautés linguistiques et de prétendue compréhension mutuelle. La recette de la Nati - véritable symbole patriotique - pourrait pourtant être recyclée: pourquoi ne pas imaginer des secrétaires d'état romands pour seconder certains conseillers fédéraux ou des duos à la tête des grandes entreprises publiques? Principal inconvénient de la méthode: elle rend difficile l'accès du minoritaire au pouvoir. Köbi partira après l'Eurofoot 2008. Le gouvaille Michel Pont s'y voit déjà. Son rôle de bras droit romand qu'il interprète à merveille pourrait bien le desservir au moment du choix du nouveau sélectionneur. *ad*

Cet article reprend des thèmes abordés sous le titre *Le prix de l'individualisme* dans le numéro 1558 de *Domaine Public*, mai 2003.

Un mythe qui coule

Suite et fin du voyage au fil de la frontière linguistique. Depuis Bulle jusqu'à l'Aar, la rivière traverse muette la géographie des noms entre français et schweizerdütsch.

La Sarine plonge dans l'Aar sous une falaise de molasse humide à deux pas de Golaten et de la centrale nucléaire de Mühleberg, canton de Berne. Un petit panneau jaune signale à peine l'événement sur les berges, abandonnées à elles-mêmes. La frontière des langues se noie dans une coulée gris verte. Le mythe, ou l'abus de langage, d'une barrière géographique entre Suisse et Schweiz tombe à l'eau et file vers le Rhin.

Pour s'en rendre compte, il faut reprendre le cours de la rivière depuis le Pays d'Enhaut. Après Rossinières, colonisé par Balthus et consort, la Sarine coupe en deux l'Intyamon jusqu'à Bulle. Berne se retire sur le Jaunpass, à bonne distance. Fermes et vaches parlent français sur les deux rives. Albeuve, Lessoc, Neirivue, Grandvillard, Enney, Estavannanes ne laissent aucun doute. Calés dans la vallée, les villages cultivent leur passé - à coup de poyas, de désalpes, patois et d'armaillis - et leur indépendance toute francophone, héritée des comtes de la Gruyère. A l'écart des grands axes routiers, protégés par le Moléson, ils résistent à la mondialisation du fromage, de la Bénichon et de la double crème.

Une cité d'attaque

Bulle domine le lac de la Gruyère où le cours montagnard de la Sarine s'apaise. Tiraillée entre Lausanne et Fribourg, entre évêques et baillis, convoitée par les Bernois, la ville a su tant bien que mal garder son autonomie le long des siècles. Chef-lieu de la région depuis 1848, mais ignorée par les chemins de fer fédéraux qui traversent la Glâne voisine, elle a construit son propre réseau de transports pour rattraper l'industrialisation bétonnant le reste du pays. L'autoroute, achevée dans les années septante, a décroisé définitivement la cité, mariée désormais à La Tour-de-Trême, en passe de devenir un carrefour touristique, riche en services et PME, amoureux de sa tradition paysanne dont elle rentabilise le folklore. L'agglomération nouvelle galvanise tout un pays, un peu écoeuré par son chocolat - Cailler souffre

de trop de design - et revendique une place de choix aux côtés de la capitale. Un journal raconte la région aux indigènes et aux voisins curieux, parfois jaloux. *La Gruyère* célèbre le sud fribourgeois à plus de quinze mille exemplaires quotidiens, faisant de l'ombre à *La Liberté*, titre d'envergure cantonale, voire au-delà.

Un curieux mélange

Le lac s'écoule vers le nord. La Sarine cherche une échappatoire, poussée vers Fribourg par la Joux, la Berra, le Burgerwald, véritable ligne de séparation des bassins francophones et alémaniques. Endiguées à Rossens, les eaux empruntent une fente escarpée qui zigzague jusqu'à l'Abbaye d'Hauterive. Fondée en 1138, elle ferma ses

(lieu fortifié) et renvoie aux libertés accordées par son fondateur, le duc Berthold IV de Zaehringen. Ce n'est qu'après 1830 que les francophones devancent leurs concitoyens de langue allemande. Bref même Ramuz s'étonne à la vue de la capitale qui «offre le bizarre mélange d'une petite ville alémanique du Moyen-Age et d'une ville de province française...». (C-F. Ramuz, *La Suisse romande*, Sociétés coopératives Migros, 1955.)

Du pareil au même

Le lac de Schiffenen, après les ponts ferroviaire et autoroutier qui annoncent le Plateau, sépare nettement pour une fois les deux groupes linguistiques. A l'ouest Barberêche et juste en face Ottisberg. La route regorge de croix, de Jésus et Vierge Marie. Au bout du lac, Klein-Gurmels, à la hauteur de Morat, déjà Murten, marque l'entrée en terre alémanique. Définitivement. Le Röstigraben s'évanouit parmi les zones villas et les grosses fermes armées de tracteurs géants, conduits par des Don Quichotte bernois. Paysage en tout pareil aux vallons francophones. Inutile de chercher une différence spectaculaire, un signe distinctif. Campagne et «landschaft» se ressemblent. Ni plus ni moins que les vaches. Ou les Migros qui vendent la même viande



Le lac de Schiffenen

portes après la guerre du Sonderbund, puis reprit les affaires en 1939. La communauté compte aujourd'hui une vingtaine de moines qui contemplent chaque jour le débit majestueux de la Sarine à l'approche du bourg chère à Saint Nicolas, au cœur d'un canton bilingue assiégé par des Etats protestants. C'est ici que l'expression outre-Sarine a dû naître. Aujourd'hui encore, les lieux-dits sont inscrits en français sur la rive gauche et en allemand sur la rive droite. Le nom de la ville rappelle également son origine germanique, «frei» (libre) et «Burg»

séchée reconstituée des Grisons. Cependant, la langue change de sonorité, de grammaire, de syntaxe, de vocabulaire. La rue de la Grimoine devient la Gurmelsstrasse. Le tour est joué en quelques mètres. On s'en aperçoit à peine.

Un rien émue, la Sarine gagne en vitesse. Elle s'élargit. La mer du Nord appelle. Elle dribble Laupen, enjambe Riesenbach et s'élance à plat ventre à travers le maïs et les tournesols avant de glisser en un tourbillon de mousse dans le courant atomique de l'Aar.

md